



Le développement durable vu du monde agricole

Article pour la revue « Foi et Culture »

Du Grenelle de l'environnement à la taxe carbone, de la montée du vote écolo aux films de Yann Arthus-Bertrand, l'enjeu du développement durable est sur toutes les lèvres. Ces attentes partagées par la population ne sont pas sans questionner le monde agricole.

Un long cheminement

1979. Le scandale du « veau aux hormones » éclate, mettant en cause la technique artificielle utilisée par certains éleveurs pour gonfler plus rapidement le poids des bêtes, donc leurs profits. Révélateur des dérives d'une agriculture de plus en plus productiviste, ce scandale sanitaire marque une première prise de conscience de la population vis à vis d'une modernisation sans limite de l'agriculture, mettant en cause le rapport de l'Homme à la nature, au vivant, à son alimentation. Le monde agricole a été bien moins prompt à réagir : usage croissant de pesticides dans les cultures, d'antibiotiques pour les animaux ; crise de la vache folle ou du poulet à la dioxine, nappes phréatiques polluées par les nitrates, etc... le passif est conséquent.

La mise en place des Contrats Territoriaux d'Exploitation (CTE) en 1999 fut une première étape. Reconnaisant le rôle essentiel de l'agriculture pour le développement durable des territoires ruraux, les CTE adossent un soutien financier de l'Etat à des missions réalisées par les agriculteurs concernant les 3 piliers du développement durable, touchant aux dimensions économiques, sociales, et particulièrement environnementales. Dans le même temps, la Politique agricole commune (PAC) est partiellement réformée, conditionnant certaines aides au respect de pratiques plus durables. Le Grenelle de l'environnement, en 2007, a ajouté une pierre supplémentaire à la pression de la société sur son agriculture. Jusque là l'évolution des pratiques agricoles vers plus de durabilité sont restées bien timides. Le syndicalisme majoritaire (FNSEA et alliés) a lancé le concept d'« agriculture raisonnée » à la fin des années 90, qui relève sans doute plus du *greenwashing*¹, que d'un véritable engagement. La part de l'agriculture biologique en France reste encore inférieure à 3% des surfaces, alors qu'elle est de 9% en Italie et 13% en Autriche, pour une demande toujours croissante. Ce n'est que depuis 2 ou 3 ans que l'on voit le début d'un virage, avec une baisse sensible de l'usage de produits phytosanitaires et la forte croissance des exploitations qui se convertissent à l'agriculture biologique.

Agriculteur, un métier bousculé.

Comment expliquer ce long cheminement chez des agriculteurs qui se considèrent eux-mêmes comme « les premiers écologistes » ? Il faut dire que proposer une agriculture plus durable remet en cause une partie de l'identité du métier. Pendant près d'un demi-siècle le cultivateur, devenu agriculteur voire « exploitant agricole », s'est vu confié la mission de nourrir le pays, puis l'Europe, parfois le monde, à coup de modernisation à marche forcée. Il fallait produire plus, avec le soutien financier de la collectivité pour restructurer, équiper,

¹ Greenwashing : désigne la tendance de certaines entreprises ou organisations à se donner une image « verte » dans les médias sans véritablement changer leurs pratiques.

innover techniquement. En contrepartie, les agriculteurs accédaient à un niveau de vie semblable au reste de la population. C'est ce référentiel, transmis entre générations et par l'enseignement agricole, qui est bousculé par les demandes sociétales actuelles, mais aussi par les choix faits par des agriculteurs, au départ marginaux, de plus en plus nombreux maintenant, se questionnant sur le sens véritable de leur métier. Les différentes crises environnementales et sanitaires, l'intégration progressive de l'agriculture et de l'alimentation à la mondialisation, la chute des revenus, la destruction des emplois, viennent aujourd'hui réinterroger celui qui est devenu un « entrepreneur du vivant ». L'arrivée de jeunes, non issus du milieu agricole, avec une autre conception du métier, d'autres envies, a notamment contribué à cet éveil progressif.

Une chance à saisir ?

La montée en puissance des mesures environnementales imposées reste vécue comme une contrainte par une part importante des agriculteurs, qui se considèrent comme « leur propre patron » et n'ont pas forcément envie de rendre des comptes, même si l'évolution économique et le changement climatique les inquiètent.

La crise environnementale et énergétique qui se profile pourrait être vécue comme une chance à saisir pour changer de modèle agricole, avec le soutien des consommateurs et de la collectivité. L'agriculture intensive et productiviste, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne pourra pas continuer très longtemps avec un litre de gasoil à 3 ou 5€. Le choc énergétique qui s'annonce va relocaliser les filières agricoles, de la production à la distribution, sur des territoires de proximité. La demande sociétale impose également de travailler à la qualité des produits, et non de produire toujours plus. C'est vers ces nouveaux schémas, beaucoup plus durables, soucieux de création d'emplois, de lien aux consommateurs, de vitalité du monde rural, de préservation de l'environnement, que pourront s'orienter plus facilement les jeunes qui s'installent aujourd'hui. Il y a un enjeu fort à sensibiliser, former, organiser le monde agricole, et particulièrement ceux qui le renouvellent, vis à vis de cet avenir. C'est en partie l'une des missions que se donne le MRJC.

Une agriculture pour vivre.

Notre Mouvement souhaite promouvoir une agriculture durable pour permettre aux jeunes de vivre de l'agriculture, et non de vivre pour l'agriculture, à 70 heures par semaine, payés au SMIC. Il s'agit de permettre des installations où l'économique (avoir un revenu décent), le social (concilier son travail avec une vie de famille ou en société) et l'environnemental sont en équilibre, dans une démarche progressive qui incite l'agriculteur à se donner les moyens de s'améliorer, d'être plus autonomes, plus économes, plus respectueux de la nature². L'agriculture durable est définie comme écologiquement saine, économiquement viable, socialement juste et humaine. Cela nous semble être la condition pour que des jeunes continuent à s'installer et vivent dignement de leur métier. C'est une façon de continuer à « être moderne », d'une autre manière.

² Nous considérons l'agriculture durable comme plus complète que l'agriculture biologique, qui est un mode de production agricole excluant l'utilisation de produits chimiques de synthèse et s'appuyant essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles du milieu, sans prendre en considération les dimensions sociales et économiques.

Un outil d'évaluation de la durabilité : la méthode IDEA (Indicateurs de Durabilité de l'Exploitation Agricole) : <http://idea.portea.fr/index.php?id=12>.

Interview de Guilhem Marty

Jeune agriculteur de 28 ans, installé à Saint Martin Laguépie, dans le Tarn (81).

Guilhem est installé, depuis environ un an, en GAEC³ avec ses deux oncles sur une exploitation en BIO. Les activités de la ferme se partagent entre trois productions : lait, viande et fruits ainsi que la culture de 150 ha. Le lait est vendu à la société Lactalis BIO. La viande (une vache et un veau par semaine) ainsi que la production de fruits sont commercialisés en vente directe, par colis, directement aux consommateurs.

« Comment intègres-tu les trois dimensions du développement durable (social, économique, environnemental) sur ta ferme ?

Cela passe avant tout par le choix d'être en agriculture biologique. Cela signifie pour nous un respect du végétal et de l'animal, un souci environnemental quotidien, une qualité pour le consommateur et finalement, la garantie d'une transmission saine aux générations futures. Nous faisons attention de ne pas surexploiter le vivant et d'avoir une exploitation adaptée à nos besoins (3 actifs).

Au niveau environnemental, nous utilisons des techniques culturales moins gourmandes en énergie. Ainsi, nous ne pratiquons plus le labour. Nous conservons au maximum sur la ferme les haies pour permettre le maintien d'une faune et d'une flore diversifiées. Nous avons également fait le choix d'une race de vache rustique. Ainsi, les laitières sont des « abondances ». C'est une race issue de la Savoie qui est adaptée à notre territoire vallonné. Ces vaches valorisent au mieux les prairies naturelles et mangent moins de céréales. Cela nous évite ainsi de faire des cultures, type maïs, qui coûtent cher à produire et qui sont difficilement compatibles avec des exigences environnementales. Nous souhaitons aujourd'hui installer sur la ferme des panneaux photovoltaïques. Cela permettra la production d'une énergie propre qui sera revendue à EDF.

Tous ces choix permettent de mieux valoriser nos produits. C'est une ***plus value économique*** cruciale pour nous car elle nous permet de vivre de nos productions. Tout le monde s'y retrouve : le producteur et le consommateur. Nous pratiquons un commerce équitable local. Ce choix de pratiquer la vente directe favorise le ***lien social***. Cela permet une relation avec les consommateurs. C'est très enrichissant et valorisant. Il y a une véritable reconnaissance du travail accompli. Je sais à quoi je sers quand mes clients me disent qu'ils ont redécouvert le vrai goût de la viande. C'est une ouverture qui évite de s'enfermer sur son exploitation.

On voit bien les différentes plus value que ces choix permettent mais cela engendre-t-il des contraintes ?

Oui, bien sûr. Etre agriculteur signifie dépendre d'éléments extérieurs qu'on ne maîtrise pas (le temps, la vente de nos produits...). Le fait d'être en BIO complique la gestion de ces aléas car nous n'avons pas de filet de sécurité. Nous ne pouvons pas traiter quand il y a une maladie dans le troupeau ou dans nos cultures. Nous fonctionnons avec l'homéopathie et

³ GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

essayons d'anticiper au mieux. Mais c'est très souvent risqué. On peut perdre tout une récolte très vite.

C'est un boulot qui demande énormément de temps. Il faut savoir faire plusieurs métiers : producteur, éleveur, commercial... C'est passionnant mais consommateur d'énergie. C'est pas toujours facile d'avoir une vie à côté.

A ton avis, la prise en compte de cette dimension durable dans l'agriculture va-t-elle se développer ?

Il serait bien que ça se développe mais il reste encore beaucoup de chemin à faire. Ça reste une démarche atypique. La formation agricole ne sensibilise pas du tout à ce type d'agriculture. On est toujours sur un objectif de productivisme qui n'est plus concevable aujourd'hui. Pour aider ce secteur à se développer, il faudra un soutien financier. Si la politique agricole donne des moyens, ça permettra d'évoluer. De toute manière, les agriculteurs se rendront bientôt compte que ça coûtera plus cher d'utiliser du soja importé du Brésil ou d'ailleurs. Ils feront des choix plus durables parce que ça leur coûtera moins cher. »

Auteurs :

Audrey Massié, Présidente.

Olivier Joly, Secrétaire National à l'agriculture.